

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS « ARMP »

AUDIT DE QUALITE INDEPENDANT DE LA CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION
ET D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS DU BURUNDI SUR LES EXERCICES BUDGETAIRES
2018-2019 ET 2019-2020

INSTITUT NATIONAL DE LA SECURITE SOCIALE (INSS)

RAPPORT DEFINITIF

Bujumbura, JUILLET 2022

AUDITEUR INDEPENDANT

CABINET : BCPA INTERNATIONAL



Bujumbura, Rohero II, Av. Bututsi n°38

Tél: +257 22278230

Gsm: +257 71210288/ +257 75694489

E-mail : info@bcpainternational.com

Website: www.bcpainternational.com

SOMMAIRE

Pages

SOMMAIRE	1
LISTE DES ABREVIATIONS.....	2
I. LIMITATIONS GENERALES.....	3
II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION	3
III. OBJECTIFS DE LA MISSION	4
IV. RAPPORTS ATTENDUS.....	5
V. METHODOLOGIE UTILISEE	6
VI. PROCEDURES DE PLANIFICATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES	8
VII. VISITES DE TERRAIN.....	10
VIII. EXAMEN APPROFONDI ET DETAILLE DES MARCHES PASSES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE	11
A. EXERCICE 2018-2019	13
B. EXERCICE 2019-2020	29
IX. OBSERVATIONS DE L'AUDITEUR SUR LES CONSTATS DEGAGES	51
X. OBSERVATIONS DE L'AUDITE	51
XI. RECOMMANDATIONS DE L'AUDITEUR	51
XII. CONCLUSION.....	51

LISTE DES ABREVIATIONS

SIGLE	SIGNIFICATION
AAO	Avis d'Appel d'Offres
AGPM	Avis Général de Passation de Marché
AC	Autorité Contractante
ANO	Avis de Non-Objection
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCTG	Cahier des Causes Techniques Générales
CCTP	Cahier des Causes Techniques Particulières
CMP	Code des Marchés Publics
CPM	Commission de Passation des Marchés
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
Décret n°100/120	Décret N°100/120 du 08 Juillet 2008 portant création, organisation et fonctionnement de la DNCMP
Décret n°100/123	Décret N°100/123 du 11 Juillet 2008 portant création, organisation et fonctionnement de la cellule de gestion des marchés publics
DNCMP	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
GBE	Garantie de Bonne Exécution
IS	Instructions aux Soumissionnaires
INSS	Institut National de la Sécurité Sociale
Ord 540/7/2009	Ordonnance n°540/7/2009 du 05/01/2009, portant mise en place de documents-types de passations des marchés
Ord 540/2008	Ordonnance n°540/1035/2008 du 06/10/2008 portant seuil de passation, de contrôle et de publication des marchés publics
PPM	Plan de Passation de Marchés
PV	Procès-Verbal
RPAO	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres
TDR	Termes De Référence

I. LIMITATIONS GENERALES

Avant le démarrage de la mission, l'Auditeur s'est heurté aux difficultés de sélection de l'échantillonnage des marchés contrôlés a posteriori dans la mesure où les informations fournies dans les rapports se limitent au contrôle a posteriori des communes. Pour respecter le nombre de marchés à auditer, l'Auditeur a dû accepter de vérifier certains marchés sous-seuil, lui transmis près de deux mois après le démarrage de la mission l'audit.

L'autre difficulté rencontrée par l'Auditeur a trait au mauvais classement des dossiers de marchés quasi-généralisé au niveau des Autorités contractantes qui ne pouvait pas permettre d'avancer rapidement dans l'examen des dossiers. Il va sans dire qu'avec le problème de classement, l'Auditeur a constaté des pièces manquantes dans les dossiers de certaines autorités contractantes.

Il sied de préciser également que les Autorités contractantes ont mis beaucoup de temps pour présenter les dossiers de marchés demandés par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

En vertu du contrat, le marché devrait s'étendre sur la période allant du 18 mars au 1er août 2022.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION

Conscient du volume important des dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère, et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un Etat de droit, le Gouvernement du Burundi a procédé à une profonde réforme de son système de gestion des Finances publiques. Cette réforme cherche à rationaliser les dépenses publiques et aligner le système de passation des marchés publics sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en se conformant aux directives du COMESA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de la Communauté. Elle comporte ainsi d'importantes innovations en matière des marchés publics par rapport à la réglementation antérieure, en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des procédures au stade de passation des marchés, instaure le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et les organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Plus particulièrement, du point de vue du cadre institutionnel des marchés publics, la République du Burundi s'est dotée depuis 2008 d'un système réformé. Un Code des marchés publics est entré en vigueur en octobre 2008 et révisé en janvier 2018, ainsi que les divers décrets d'application portant création, organisation et fonctionnement de différentes structures constituant le cadre institutionnel de ce système. Parmi celles-ci, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, devenue pleinement fonctionnelle depuis le premier semestre 2009. Les missions de l'ARMP s'articulent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DNCMP) des fonctions de régulation. Parmi ces missions, l'ARMP a l'obligation de faire réaliser, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant, en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et des conventions.

C'est dans ce cadre que l'ARMP entend réaliser l'audit sur les marchés publics relatif aux exercices budgétaires 2018-2019 et 2019-2020 et, pour ce faire, a recruté un bureau spécialisé indépendant pour la réalisation de cette mission.

La présente mission avait pour objet la mise en œuvre de cet audit indépendant annuel pour la vérification des conditions de régularité des procédures de passation et d'exécution des marchés publics et délégations de service public (le cas échéant), des avenants et des marchés complémentaires conclus au titre des exercices des années 2018-2019 et 2019-2020 sur base d'une liste préalablement établie par l'ARMP.

III. OBJECTIFS DE LA MISSION

Les objectifs principaux sont :

- Mesurer le degré de respect des dispositions et des procédures édictées par le Code des marchés publics et ses textes d'application, tant dans la passation que dans l'exécution des marchés publics ;
A ce titre, le prestataire de service précisera dans le rapport d'orientation une échelle de notation, en vue de déterminer ce degré de conformité et de déterminer les Autorités Contractantes auditées qui se sont conformées aux procédures ;
- Apprécier l'adéquation et la mise en application des procédures de passation des marchés et des modalités de gestion des contrats au regard des principes d'efficience, d'efficacité et d'économie, pour les dépenses effectuées par les Autorités contractantes (voir liste infra) sur base des processus de passation des marchés.

Les tâches spécifiques du prestataire de services sont :

- Formuler une opinion sur le respect des procédures de passation et d'exécution, telles que prévues par le cadre légal et réglementaire des marchés publics. Une opinion sera fournie pour chaque autorité contractante auditée ;
- Vérifier la mise en application des procédures au regard des principes généraux d'économie, d'efficacité, d'efficience, d'équité et de transparence ;
- Fournir autant que possible une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects technique et économique ;
- Identifier les cas de non-conformité des procédures aux directives du Code des marchés publics et/ou des documents du marché, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des dossiers d'appel d'offres, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, d'attribution à des offres anormalement basses, etc... Pour chacune des Autorités contractantes auditées, le Consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application ;
- Formuler une opinion sur les plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'Autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur. En ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le Consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'Autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ses décisions, pour les marchés sélectionnés ;
- Examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de non objection donnés par la DNCMP ;

- Dégager les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissements par rapport au niveau d'exécution et soulever les irrégularités constatées
- Examiner et évaluer les situations d'attribution des marchés par gré à gré et par entente directe ;
- Examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives), telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur ;
- Formuler des recommandations, tant aux niveaux institutionnel et organisationnel, qu'aux niveaux de la passation et de l'exécution des marchés, pour une amélioration globale du système ;

Cette liste d'activités n'est pas exhaustive et le prestataire de services devra faire appel à son expérience pour proposer toute autre activité pertinente susceptible de contribuer à l'accomplissement satisfaisant des objectifs de la mission.

La mission devra être effectuée conformément aux normes internationales reconnues.

Le prestataire de services accordera une importance particulière aux recommandations que lui inspire la revue effectuée au niveau de chaque Autorité contractante. Ces recommandations seront formulées de manière explicite, avec des indications précises sur leur mise en œuvre.

Dans ses recommandations, le prestataire de services donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il y a des indices de fraude et de corruption, afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations qui s'imposent.

IV. RAPPORTS ATTENDUS

Au terme de la mission d'audit et conformément aux termes de référence, il sera produit les rapports suivants :

- Un rapport individuel provisoire est rédigé en langue française sous format physique et électronique modifiable ;
- Un rapport individuel définitif en langue française en trois (3) exemplaires, intégrant les observations du Comité de pilotage et des Autorités Contractantes auditées, sous format physique et électronique.

Ces rapports individuels comprendront une analyse approfondie des indicateurs de suivi et de contrôle sous-tendue par une opinion exprimée par le Prestataire de services sur les performances réalisées par les Autorités Contractantes par rapport auxdits indicateurs, intégrant de manière individuelle l'ensemble de ses constats résultant des tâches qu'il aura accomplies.

- Un rapport global de synthèse établi sur base des rapports individuels et de la revue documentaire, en langue française, sous format physique et électronique non modifiable, contenant notamment :
 - ✓ L'état du degré de respect des dispositions et des procédures édictées par le Code des marchés publics en vigueur ;
 - ✓ L'appréciation de l'Auditeur sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et des modalités de gestion des contrats au regard des principes d'efficience, d'efficacité et d'économie, pour les dépenses effectuées par les Autorités Contractantes, sur base des processus de passation des marchés ;
 - ✓ Une série de recommandations permettant d'identifier les pistes à exploiter pour améliorer le système existant.

Il sied de préciser que le destinataire de tous ces rapports est l'ARMP.

V. METHODOLOGIE UTILISEE

5.1. Spécificités de la mission

La spécificité de la mission tient à la vérification de la mise en application des procédures prévues par le Code des Marchés publics au regard des principes d'économie, d'efficacité, d'efficience, d'équité et de transparence, à la formulation d'une opinion pour chaque Autorité Contractante auditée sur le respect des procédures de passation et d'exécution, telles que prévues par le cadre légal et réglementaire des marchés publics, et à la formulation des recommandations, tant au niveau institutionnel et organisationnel qu'au niveau de la passation et d'exécution des marchés pour une amélioration globale du système.

5.2. APPROCHE METHODOLOGIQUE

La mission a commencé par une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'Autorité contractante. Il s'agit notamment de la loi sur les marchés publics de 2018 et des textes d'application en vigueur durant la période sous revue. Toute la documentation utile pour la mission a été présentée de façon détaillée dans le rapport d'orientation. La documentation demandée au Maître de l'ouvrage portait, d'une part sur les textes de référence et, d'autre part sur les documents spécifiques à l'examen de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés.

5.3. Elaboration d'un rapport d'orientation

Avant le démarrage de la mission, conformément aux termes de référence et au contrat de marché, le Consultant a procédé à la préparation d'un rapport d'orientation portant essentiellement sur la compréhension et la présentation de l'approche méthodologique pour l'exécution du marché soumis au maître de l'ouvrage pour appréciation et adoption.

Dans sa conception, cette note s'articulait autour de la méthodologie envisagée pour les contrôles à effectuer au niveau du processus de passation des marchés, de l'exécution des marchés et de la gestion du contentieux.

Au niveau de la passation des marchés, il s'agissait de se rassurer :

- De l'existence du plan prévisionnel annuel de passation des marchés et de leur inscription sur un même plan ;
- De la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, la démultiplication des procédures de demande de cotation qui peut cacher un fractionnement des marchés ;
- Du respect des règles en matière de revue préalable par la DNCMP des dossiers d'appel à la concurrence. A cette étape, il a été procédé à la revue des avis délivrés par la DNCMP, afin de se rassurer s'ils sont conformes ou non à la réglementation ;
- De l'autorisation préalable de la DNCMP sur les procédures dérogatoires dont les ententes directes (au-delà des autorisations). C'est la question de l'opportunité des ententes directes (ED) qui a été examinée ;

- Du respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (Il fallait déceler toutes les entraves au libre accès à la commande publique et à l'information équilibrée des soumissionnaires) ;
- Du contenu de la clarté et de l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures et à la concurrence, (appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution, identification de tous les critères discriminatoires constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification).

Au niveau de l'exécution des marchés, il s'agissait de vérifier que :

- Les marchés ont été exécutés conformément au Code des marchés publics de 2018 et de ses textes d'application ;
- Les biens, les services et les travaux ont été livrés dans le respect des textes et des contrats régissant les marchés ;

Au niveau du contentieux

Il s'agissait de se rassurer que les plaintes soumises à l'Autorité de régulation aient été reçues, traitées dans les délais règlementaires et que la gestion des plaintes ait respecté la législation en vigueur en matière de passation et d'exécution des marchés publics.

Le rapport d'orientation a été préparé et transmis à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics en date du 14 mars 2022 et a été examinée dans une séance de réunion du Comité de pilotage tenue le 16 mars 2022.

Des observations visant à améliorer la note ont été formulées et prises en compte par le Consultant et la dernière version a été transmise au Maître de l'ouvrage le 30 mars 2022 et validé le 08 avril 2022 par correspondance signée par le Directeur Général de l'ARMP Réf. **ARMP/DG/217/J C N D/2022**

5.4. Phases d'intervention

A ce stade, notre mission a été menée par phases qu'il convient de présenter ci-après.

PHASE N° 1 : Réception des documents de travail

Il s'agit du nombre de marchés à auditer par Autorité Contractante identifiés par le maître de l'ouvrage et des rapports 'activité de la Direction Nationale de contrôle des Marchés Publics

PHASE N° 2 : Détermination de l'échantillon des marchés à examiner

Conformément aux termes de référence de la mission, nous allons procéder à la détermination d'un échantillon pour nous faire une opinion d'une part sur le respect des procédures de la gestion des marchés publics, du Code des marchés et de ses textes d'application et d'autre part sur la régularité, l'efficience et l'efficacité de l'ensemble des opérations.

Cet échantillon était constitué comme suit :

- L'échantillon a été déterminé sur base du nombre de marchés par Autorité Contractante mis à la disposition du prestataire de service par ARMP et devrait être validé par le Comité de pilotage (page 8, point 9 des termes de référence) ;
- L'échantillon a été tiré parmi la liste des marchés initiés en 2018-2019 et 2019-2020 figurant dans les rapports annuels d'activités des exercices précités de la Direction Nationale de Contrôle des

marchés publics(DNCMP) reprenant l'ensemble des marchés soumis à son contrôle a priori passés par les Autorités Contractantes, les rapports d'activité de la Commission spécialisée en contrôle a posteriori de la DNCMP des mêmes exercices reprenant tous les marchés non soumis au contrôle à priori(marchés sous seuil)durant la même période, les rapports annuels 2018-2019 et 2019-2020 de l'ARMP ainsi que les textes légaux et réglementaires régissant les marchés publics du Burundi durant la période sous revue.

- L'échantillon devrait contenir au moins 200 dossiers de marchés publics à auditer dont la moitié pour l'exercice budgétaire 2018-2019 et l'autre moitié pour l'exercice budgétaire 2019-2020 à concurrence de 70% des marchés de fournitures, 20% des marchés de travaux et 10% des marchés de service ;
- Parmi les Autorités Contractantes soumises par ARMP au Consultant, celui-ci devrait également choisir 70% des marchés contrôlés à priori par la Direction Nationale de contrôle des Marchés Publics (DNCMP) et 30% des marchés contrôlés à postérieur dont 60% modes ouverts, 10% de marchés ouverts restreints, 10% gré à gré, 10% par entente directe et 10% par demande de cotation.

Si les pourcentages ci-haut exigés ne sont pas atteints pour les types de marchés ou modes de passation, ils devraient être compensés aux différents types de marchés ou de modes de passation à condition que le minimum des marchés à auditer soit atteint.

En définitive, sur 24 Autorités contractantes, seules 22 Autorités Contractantes ont remis les dossiers de marchés pour examen. Ces dossiers sont répartis entre les marchés de fournitures, de travaux et de services. Les détails sont en annexe.

Concernant les marchés sous seuil, la Direction de l'ARMP nous a envoyé 14 Autorités Contractantes ayant passé des marchés sous seuil un peu plus de deux mois après le démarrage de la mission, soit le 30 mai 2022 en vue de la détermination de l'échantillonnage des marchés à auditer. La détermination de l'échantillonnage été effectuée rapidement par le Consultant qui a transmis le rapport au maitre de l'ouvrage le 06 juin 2022.

Précisons que jusqu'à la date de l'élaboration du rapport provisoire aucun de dossier de marchés contrôlés à postérieur n'était pas encore remis à l'auditeur.

PHASE N° 3 : Collecte par l'ARMP de l'ensemble des dossiers et des documents requis par le prestataire de services et centralisation au niveau de l'ARMP

Cette action est de la responsabilité de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

PHASE N° 4 : Analyse, dans les locaux de l'ARMP des dossiers mis à sa disposition

Cette phase consistait à examiner les procédures de planification et d'attribution des marchés

VI. PROCEDURES DE PLANIFICATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES

6.1. Planification de la passation

- **Existence d'un plan prévisionnel annuel de passation**

Sous ce point, nous avons vérifié si les marchés passés sont préalablement inscrits sur les plans prévisionnels annuels de passation des marchés des Autorités contractantes et s'ils sont cohérents avec les crédits budgétaires.

6.2. Gestion de l'attribution des marchés

En vue de l'exécution de la mission d'audit, l'Auditeur s'est référé au Code des Marchés Publics burundais et à ses textes d'application en vigueur durant la période sous audit.

Le contrôle a porté sur les aspects repris ci-après :

- **Dossier d'appel d'offres**

L'Auditeur s'est rassuré que tous les éléments constitutifs d'un dossier d'appel d'offres figurent dans ce dernier, suivant les types de procédures, et que le dossier d'appel d'offres a été soumis au contrôle de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics avant sa publication (cas de marchés soumis au contrôle a priori).

- **Avis de passation des marchés**

La mission d'audit a vérifié si les Autorités contractantes ont fait publier l'avis d'appel d'offres ou ont consulté des fournisseurs suivant les types de procédures conformes aux dispositions du Code des Marchés Publics.

- **Ouverture des offres**

La mission d'audit s'est rassurée du respect des conditions contenues dans le dossier d'appel d'offres et des dispositions du Code des Marchés Publics (commission d'ouverture, délais, rapport...)

- **Analyse des offres techniques et financières**

La mission s'est rassurée du respect des conditions techniques et financières contenues dans l'avis d'appel d'offres (commission, règlement particulier d'appel d'offres, cahiers normes techniques, prix, ...) et de la conformité aux textes légaux et réglementaires régissant les marchés.

La mission d'audit a mené également les actions suivantes :

- Vérification de la conformité des informations consignées dans le procès-verbal ou le rapport d'évaluation des offres avec le contenu des offres ;
- Vérification de la conformité de l'évaluation, notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation du soumissionnaire à travers les critères de qualification ;
- Vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAO ;
- Contrôle de l'application des critères de correction des offres financières ;
- Contrôle de la réalité économique des prix proposés dans le cadre des ententes directes, des consultations restreintes et des demandes de cotation ;
- Contrôle de l'existence des soumissionnaires pour identifier d'éventuelles collusions ou de conflits d'intérêts.

- **Attribution du contrat.**

La mission d'audit a procédé également à la vérification des pièces constitutives du marché, l'approbation des marchés par des signatures autorisées, la notification du marché, l'information des soumissionnaires non retenus etc....

Les contrôles suivants ont été également effectués :

- Vérification du contenu des procès-verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire) ;
- Vérification du contenu des lettres de notification et celles de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DNCMP si requis) ;
- Vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis ;
- Vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations ;
- Appréciation de la gestion des recours par l'Autorité contractante et par l'ARMP ;
- Vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DNCMP).

6.3. Gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratif, financier et physique

Les diligences ci-après ont été mises en œuvre :

- Vérification du respect des délais de notification des marchés au regard de ceux qui sont prévus par les textes légaux ;
- Vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAO et de leur durée de validité ;
- Vérification de la conformité des formes des garanties aux dispositions réglementaires ;
- Vérification du non-paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif ;
- Vérification des pièces constitutives des contrats, du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application de pénalités prévues par la loi ;
- Vérification des avenants éventuels et leur conformité ;
- Vérification de la gestion d'éventuels litiges ;
- Évaluation de l'efficacité du suivi de l'exécution par les Fonctionnaires-dirigeants ou les bureaux de surveillance (approbation des décomptes, rapports périodique...) ;
- Vérification de l'existence des procès-verbaux de réception des marchés et de la commission de réception ;
- Vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution, retenue de garantie et garantie décennale) ;
- Vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

VII. VISITES DE TERRAIN

En vue d'apprécier l'existence et la qualité des travaux ou des fournitures et de faire une meilleure compréhension des dossiers, une visite de terrain a été organisée à l'INSS pour vérifier l'état d'exécution des travaux dans le cadre du marché N^oDNCMP/37/T/2019-2020 des travaux de réhabilitation de l'immeuble de l'INSS siège et il a été constaté que les travaux suivants ont été exécutés conformément aux termes du contrat :

- ❖ Le renouvellement de la peinture des murs intérieurs et extérieurs, portes et fenêtres a tous les niveaux ;
- ❖ Le renouvellement des plafonds, au 6ème et au 5ème étages ;
- ❖ Remplacement de quelques portes intérieures et des serrures a tous les niveaux, pose d'une cloison en bois d'eucalyptus sec avec vernis de finition au 5ème étage ;
- ❖ Le remplacement des fenêtres pivotantes vitrées par des lamelles sur les façades du 6ème étage, et quelques réparations des fuites d'eau des pluies sur la partie de la couverture en tôles au 6ème et 5ème étage.

Dans l'avenant, ils ont ajouté des gouttières en tubes 16x6 mm au 6ème étage, et crée une douche et des amortisseurs de quelques portes des toilettes au 5ème étage et également l'étanchéisation entre les gouttières et les murs.

Ils ont remplacé du papier peint sur la cloison en triplex au 4ème étage, il reste les amortisseurs des portes des toilettes,

Au 1ère étage ils ont remplacé les membranes d'étanchéité en plastique sur la terrasse de l'avant par du béton et du bitume et ont créé une pente pour que l'eau des pluies coule vers le bas extérieur, ils ont également ajouté une fenêtre d'accès à cette terrasse.

Au ré –de- chaussée ils ont fait la même chose et ont ajouté de l'éclairage à l'extérieur et des projecteurs dans le jardin.

La réception définitive n'a pas encore eu lieu faute de quelques ampoules des projecteurs d'éclairage du jardin qui ne fonctionnent pas, les murs extérieurs nécessitent également une autre touche de peinture.

VIII. EXAMEN APPROFONDI ET DETAILLE DES MARCHES PASSES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

Pour l'atteinte des objectifs de la mission, le Cabinet BCPA INTERNATIONAL a organisé un examen approfondi des marchés passés par l'Autorité contractante. Cette démarche est conçue dans l'optique d'examiner tous les aspects en rapport avec le processus de passation et d'exécution des marchés, au regard des textes légaux et réglementaires et de tirer des conclusions sur le respect ou non des dispositions régissant les marchés publics.

Dans cette optique, sur base des dossiers de marchés passés par l'Autorité contractante, le prestataire de service a préparé un tableau en quatre colonnes :

- La première colonne contient les articles de référence tirés du Code des Marchés Publics de 2018 et des textes réglementaires d'application que sont les décrets et les ordonnances ;
- La deuxième colonne comprend les critères de vérification qui se réfèrent aux dispositions des textes précités ;
- La troisième colonne a été réservée au constat de l'Auditeur au regard des dispositions des textes légaux et réglementaires ;
- La dernière colonne a été réservée aux commentaires de l'audit qui est l'Autorité contractante par rapport aux conclusions de l'Auditeur sur chaque marché.

Autrement dit, il s'agit de confirmer ou d'infirmer le constat de l'Auditeur, dans l'esprit des dispositions des textes précités.

Enfin des observations d'ordre général sur la passation et l'exécution des différents marchés, suivies de recommandations, ont été formulées par l'Auditeur, exercice par exercice (2018-2019 et 2019-2020), en laissant encore une fois à l'Autorité contractante la possibilité de faire ses commentaires par rapport aux conclusions de l'Auditeur.

Au regard des commentaires de l'audit, l'Auditeur a exprimé son opinion, en plus des constats détaillés initialement formulés dans le rapport provisoire, à l'avant dernière colonne au niveau de chaque marché sur lequel l'Autorité Contractante a émis ses observations.

A. EXERCICE 2018-2019

A.1 MARCHÉ DE FOURNITURE DNCMP/211/F/2018

AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2018-2019, DAO : N°DNCMP/211/F/2018

BAILLEUR : INSS

TITULAIRE : ENTREPRISE HANDYMAN ; OBJET DU MARCHÉ : FOURNITURE DE 40 COLLECTEURS DE DECHETS MENAGERS POUR LES 5 IMMEUBLES DE KININDO ; MONTANT DU MARCHÉ : 106 672 000 BIF TVAC ; MODE DE PASSATION : OUVERT

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM set détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Le PPPM a été validé par la DNCMP par sa lettre de non objection du 22/01/2019. Aucun support n'indique que le PPPM a été publié	
3	44 &45	Vérifier l'avis Général de passation des marchés. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document n'atteste qu'il y a eu une publication de l'avis général de passation des marchés.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	Aucun document ne montre qu'il y a eu une non objection du DAO.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 26/04/2018 ;	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai de publication de l'appel et de l'ouverture des offres est de 21 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	<p>2 candidats ont présenté leurs offres. La liste des présences à l'ouverture la suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. GAHUNGU Pancrace : INSS ; 2. BARAYANDEMA Godelieve : INSS ; 3. MUKEYA Nestor : INSS ; 4. MANIRAKIZA Claude : ALPHA DC TECHNOLOGY ; 5. NIYOYANDIKA Richard Pasteur : Ets NRP ; 6. KEZIMANA Sheila : observateur de la DNCMP <p>Existence d'une sous-commission d'ouverture. Elle est composée de 3 membres. Le procès-verbal d'ouverture des offres a été établie 16/05/2018.</p>	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse doit être de 5 personnes. Dans ce marché la sous-commission d'analyse est composée de 4 membres.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
12	182	Examen d'analyse des offres	Le PV d'analyse a été établi le 23/05/2018.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accorde à l'analyse des offres est d'1 jour.	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire n'a pas été remis. La sous-commission d'analyse des offres l'a proposé dans sa conclusion du procès-verbal d'analyse des offres.	
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	Absence de demande de non objection. L'ANO a été émise par la DNCMP le 16/8/2018.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le PV d'attribution provisoire n'a pas été remis. Aucun document n'indique sa publication sur le site web des marches publics a été faite.	
17	206	Date et support de notification provisoires	La date et le support de la notification de l'attribution provisoire ne sont pas indiqués.	
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207;206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Aucun document informant le soumissionnaire non retenu ne nous a été remis.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Aucune forme de recours n'a été indiqué.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	Lettre de commande n°14/3244/2018 a été signé le 21/08/2018.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
23	245, 3	Identité de l'attributaire	ENTREPRISE HANDYMAN.	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	La signature a signé la lettre de marché le 22/08/2019.	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	Le représentant de l'autorité contractante a signé le 21/08/2019.	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a)	L'autorité compétente a approuvé le marché le 21/08/2018.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	Le titulaire du marché a été notifié le 29/08/2018	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 29//08/2018.	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis de l'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 106 672 000 BIF TVAC. Le montant prévisionnel est de 113 800 000 BIF.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de bonne exécution est constituée a 5% du montant total du marché.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)		
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	La livraison c'est à l'INSS, Le délai 45 jours calendaires à partir de la notification définitive du marché.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception a été établi le 25/06/2019.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			Il a été transmis à la commission de passation le 05/07/2019	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le délai contractuel était de 45 jours, mais le délai d'exécution réel a été de 132 jours. Pour les 45 jours qui se sont ajoutés, l'autorité Contractante admet que ces jours sont justifiés, y compris les 30 jours demandés comme prolongation et accordés. Seul un retard de 12 jours n'est pas justifié. Pénalités de retard : 1.280 064BIF TVAC	
36	245, 15	Modalité de règlement	Paieement par virement bancaire au compte du fournisseur.	
37	298, 299	Signature d'avénant	Une prolongation de délai de 30 jours a été demandé et a été accordée.	

A.2. MARCHE DNCMP/44/T/2018-2019 :

AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DAO N° DNCMP/44/T/2018

BAILLEUR : INSS

TITULAIRE : GROUPEMENT CASA CONSTRUCTION-TRACECOGEL : OBJET DU MARCHE : TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE LA TOITUTRE ET DE LA PEINTURE DE L'IMMEUBLEE ABRITANT LES SERVICES DE LA DEUXIEME VICE PRESIDENCE ; MONTANT DU MARCHE : 105 956 708 BIF TVAC ;
MODE DE PASSATION : OUVERT

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Le PPPM a été validé par la DNCMP par sa lettre de non objection du 22/01/2019.	
3	44 &45	Vérifier l'avis Général de passation des marchés. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document ne montre qu'il y a eu une publication de l'avis général de passation des marchés.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	Aucun document ne montre qu'il y a eu une non objection au DAO.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 12/12/2018 dans le renouveau et le 24/12/2018 sur le site web des marchés publics.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai est de 19 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	5. candidats ont présenté leurs offres. Liste à l'ouverture : les représentants des sociétés ; 1. BECAR ; 2. GROUPEMENT CASA-TRACECOGEL' 3. AMECAD ; 4. HANDYMAN ; 5. ROBIALAC. Existence d'une sous-commission d'ouverture. Elle est composée de 3 membres. Le procès-verbal d'ouverture des offres a été établie le 31/12/2018.	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse Doit être de 5 personnes. Dans ce marché la sous-commission d'analyse est composée de 4 personnes.	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le PV d'analyse a été établi le 08/01/2019.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	1 jour	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 14/01/2019 et a été transmis à la personne responsable des marchés publics également le 14/01/2019.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La demande de non objection a été transmis à la DNCMP le 18/01/2019. L'objection a l'attribution provisoire a été émise par la DNCMP le 30/01/2019. Le procès-verbal de réanalyse des offres a été établi le 26/02/2019, La demande de non objection après réanalyse a été adressée à la DNCMP le 27/02/2019. L'ANO a été émise par la DNCMP le 05/03/2019.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le PV d'attribution provisoire a été validé par la non objection du 05/03/2019. Aucun document n'indique que la publication de l'attribution provisoire sur le site web des marchés publics a été faite.	
17	206	Date et support de notification provisoires	La date et le support de la notification provisoire ne sont pas indiqués.	
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant la publication de l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207;206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Aucun document informant le soumissionnaire non retenu n'a été remis.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Aucune forme de recours n'a été indiquée.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	La lettre de commande n°/DG/1151/2019.	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	Le GROUPEMENT CASA CONSTRUCTION-TRACECOGEL	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	La date de signature de la lettre de marche par l'attributaire est le 7/03/2019.	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	La date de signature par le représentant de l'autorité contractante est le 08/03/2019.	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	La date d'approbation par l'autorité compétente est le 11/03/2019.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de notification du contrat n'est pas indiquée.	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 12/04/2019.	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis de l'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 105 956 708 BIF TVAC.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			Le montant prévisionnel est de 130.000 000 BIF :	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de bonne exécution est constituée à 10% du montant total du marché.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)		
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai est de 3 mois calendrier à partir de la notification définitive du marché.	
N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception a été établi le 29/07/2021.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le délai contractuel était de 90 jours (3 mois), mais le délai d'exécution réel a été de 2 mois et 6 jours. Pas de pénalités.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Paiement par virement bancaire au compte du fournisseur.	
37	298, 299	Signature d'avenant	Pas de signature d'avenant	

A. 3. DNCMP/25/2018-2019

AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DAO N° DNCMP/25/T/2018

BAILLEUR : INSS

TITULAIRE : ALUBUCO ; OBJET DU MARCHÉ : TRAVAUX DE REINSTALLATION DE LA PLOMBERIE ET ELECTRICITE AUX APPARTEMENTS DE L'INSS SITUES A KININDO AVENUE RUSAMA ; MONTANT DU MARCHÉ : 198 378 060 BIF TVAC ; MODE DE PASSATION : OUVERT ; RELANCE.

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Le PPPM a été validé par la DNCMP par sa lettre de non objection du 22/01/2019.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
3	44 &45	Vérifier l'avis Général de passation des marchés. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document ne montre qu'il y a eu une publication de l'avis général de passation des marchés.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	Aucun document ne montre qu'il y a eu une non objection au DAO.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 04/03/2019, dans le journal le Renouveau Le Document attestant qu'il y a eu de la publication au site web des marchés publics n'a pas été remis.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai est de 21jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	4 candidats ont présenté leurs offres. Liste des présences à L'ouverture des offres : 1. NDIKURIYO Boniface de la société AMECAB ; 2. HATEGEKIMANA Nestor de la Société BECOG ;	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			<p>3. KWIZERA Révérien de la société ALUBUCO Et 3 membres de la sous-commission d'ouverture :</p> <p>1. HABARUGIRA Jackson : président ; 2. NUBAHA Nadine : membre ; 3. KAMWMWE Joselyne : membre.</p> <p>Le procès-verbal d'ouverture des offres a été établie le 25/03//2019. Il n'y avait pas d'observateur de la DNCMP.</p>	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse doit être de 5 personnes. Dans ce marché la sous-commission d'analyse est composée de 4 membres.	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le PV d'analyse a été établi le 08/04/2019.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accorde à l'analyse des offres est d'1 jour.	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 22/04/2019.	
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La lettre de demande de non objection a été transmis à la DNCMP le 24/04/2019. L'ANO a été émise par la DNCMP le 03/05/2019.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le PV d'attribution provisoire a été validée par la non objection du 03/05/2019.	
17	206	Date et support de notification provisoires	Aucun document indiquant la notification provisoire n'a été remis.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant la publication de l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207;206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Aucun document informant les soumissionnaires non retenus ne nous a été remis.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Aucune forme de recours n'a été remis.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	Une lettre de commande n°DG/2502/2019 a été signé le 21/08/2018.	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	L'ENTREPRISE ALUBUCO.	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	L'attributaire a signé la lettre de marché le 11/05 /2019.	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	Le représentant de l'autorité contractante a signé le 17/05/2019	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	L'autorité compétente a approuvé le marché le 20//08/2018.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de notification du marché est le 20/05/2018	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 20//05/2018.	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis de l'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 187 689 620 BIF TVAC. Le montant prévisionnel est de 200 000 000 BIF.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de bonne exécution est constituée à 10% du montant total du marché.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)		
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai de livraison est de 90 jours calendaire (3 mois) à partir de la notification définitive du marché. Le lieu de livraison est à l'INSS.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception définitive a été établi le 12/10/2019.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le délai contractuel était de 90 jours, mais le délai d'exécution réel a été de 150 jours.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Le paiement s'est fait sur facture visée par le chef de service des immeubles de l'INSS après la réception des travaux.	
37	298, 299	Signature d'avenant	Une prolongation de délais de 60 jours a été demandée par l'attributaire et a été accordée par l'autorité contractante, équivalent à 10 688 440 BIF TVAC soit 5,7% du montant initial. Ainsi le montant total du marché est passé de 187 689 620 BIF TVAC à 198 378 060 BIF TVAC.	

B. EXERCICE 2019-2020

B.1. MARCHE N0 DNCMP/104/F/2019-2020

AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DAO N° DNCMP/104/F/2019-2020

BAILLEUR : INSS

TITULAIRE : VOLTA COMPANYY ; OBJET DU MARCHE : FOURNITURE ET INSTALLATION DE 3 CLIMATISEURS DE PRECISION D'UNE CAPACITE DE 4,8 KW POUR LES SALLES DES SERVEURS DE L'INSS ; MONTANT DU MARCHE : 82 930 400 BIF TVAC ; MODE DE PASSATION : OUVERT

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. Y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Aucun document démontrant que le PPPM a été validé par la DNCMP n'a été remis. Aucun support n'atteste que le PPM a été publié.	
3	44 &45	Vérifier l'avis Général d'appels d'offres. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document prouvant qu'il y a eu publication de l'avis général d'appels d'offres n'a été remis.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	La non objection au projet du DAO n'a pas été remis.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié dans le journal le Renouveau en date du 10/10/2019, et sur le site web des marchés publics le 16/10/2019.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. Y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai est de 20 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	2 candidats : Liste des présences à l'ouverture : - Membre de la sous-commission d'ouverture : 1. MANIRAMBONA Patrice : président ; 2. NININHAZWE Aline : membre ; 3. KAMUGISHA Arlette Davis : membre - Les représentants des sociétés : 1. MAMFA MUKUBWA : de l'ALPHA CD TECHNOLOGIE ; 2. NKURUNZIZA Thierry de VOLTA COMPANY. Le procès-verbal a été établi le 30/10/2019.	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse Doit être de 5 personnes. Dans ce marché la sous-commission est constituée par 4 membres.	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le procès-verbal d'analyse des offres a été établi le 20/11/2019.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accordé à l'analyse des offres est de 1jour.	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 04/12/2019.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. Y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La demande de non objection à l'attribution provisoire a été adressée à la DNCMP par la correspondance Réf : DG/6209/ANS/2019 DU 12/12/2019.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été validé par la non objection de la DNCMP N°540.5/1677/CSF/2019 du 19/12/2019. Aucun document indiquant sa publication sur le site web des marchés publics n'a été remis.	
17	206	Date et support de notification provisoires	La notification de l'attribution provisoire a été transmis le 24/12/2019 par la correspondance Réf : DG/6341/A. NS/2019.	
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant la publication de l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207;206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	L'information au soumissionnaire non retenu a été transmise le 24/12/2019 par la correspondance Réf : DG/6342/A. NS/2019.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Il n'y a pas eu de recours.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours, pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	La Lettre de commande n°/DG/0200/2020.	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	La SOCIETE VOLTA COMPANYY.	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	La date de signature de lettre de marché par l'attributaire est le 17/01/2020	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. Y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	La date de signature par le représentant de l'autorité contractante est le 17/01/2020.	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre	La date d'approbation du marché par l'autorité compétente est le 18/01/2020.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de notification du marché au titulaire est le 04/02/2020.	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 06/02/2020.	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis de l'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 82 930 400 BIF TVAC. Le marché n'est pas inscrit au plan prévisionnel de passation des marchés.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de bonne exécution a été fixé à 10% du montant total du marché.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)		
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai est de 90 jours calendaire à partir de la date de réception de la notification définitive du marché. Le lieu de livraison c'est l'INSS.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception provisoire a été établi le 07/08/2020.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le délai d'exécution contractuel était de 90 jours.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. Y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			Le délai d'exécution réel est de 110 jours. Pénalités de retard : 1 658 608 BIF TVAC.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Paiement par virement bancaire au compte du fournisseur après avoir rempli ses obligations contractuelles.	
37	298, 299	Signature d'avénant	Une demande de prolongation de délais a été adressée a l'autorité contractante par le titulaire du marché mais cette prolongation lui a été refusée pour cause de demande tardive.	

B.2.MARCHE DNCMP/37/T/2019-2020

AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DAO N° DNCMP/37/T/2019-2020

BAILLEUR : INSS

TITULAIRE DU MARCHE : BUCOFO ; OBJET DU MARCHE : TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'IMMEUBLE DE L'INSS SIEGE ; MONTANT DU MARCHE : .135 542 661BIF TVAC.BIF TVAC ; MODE DE PASSATION : OUVERT

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Aucun document attestant que le PPPM a été validé par la DNCMP n'a été remis. Aucun document n'atteste que le PPPM a été publié.	
3	44 &45	Vérifier l'avis Général de passation des marchés. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document ne montre qu'il y a eu publication de l'avis général de passation des marchés.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	La non objection sur le projet du DAO n'a pas été remise.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 29/11/2019 dans le Renouveau et le 02/12/2019 au site web des marchés publics.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai de publication et de réception des offres est de 20 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres,	9 candidats. Les sociétés : 1. ALUBUCO ; 2. SACRI ;	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
		Procès-verbal d'ouverture des offres	<p>3. ALI COMPANY ; 4. BUCOFO ; 5. SORADI ; 6. SOCIETE HATUNGIMANA REMEGIE ; 7. ENASTC ; 8. GROUPEMENT CONSTRUCTION-TRACECOGEL ; 9. SOCIETE DUSANURE.</p> <p>La liste des présences à l'ouverture des offres n'a pas été remise. La sous-commission d'ouverture est constituée de :</p> <p>1. NDUWAMUNGU Godeàfroid : président ; 2. NIRERA Jeanine : membre ; 3. IRUHIRIYE Gérardine : membre</p> <p>Le procès-verbal d'ouverture a été établi le 19/12/2019.</p>	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	<p>Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse doit être de 5 personnes. Dans ce marché, la sous-commission d'analyse des offres est constituée de 4 membres.</p>	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le procès-verbal d'analyse des offres a été établi le 06/01/2020.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	1 jour.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 13/01/2020.	
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La demande de l'ANO a été adressée à la DNCMP le 23/01/2020 par la correspondance Réf : DG/0279/A.NS/jh/2020 ; L'ANO a été émise par la DNCMP le 04/02/2020.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés publics	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été validé par la non objection de la DNCMP N°540.5/317/C.S. T/2020 DU 04/02/2020. Il n'y a aucun document remis qui indique sa publication sur le site web des marchés publics.	
17	206	Date et support de notification provisoires	Aucun document relatif à la notification provisoire n'a été remis.	
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant la publication de l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207;206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Aucun document informant les soumissionnaires non retenus ne nous est remis.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Il n'y a pas eu de recours	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	La lettre de marché n°/DG/1021/2020	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	La Société BUCOFO	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	La date de signature de l'attributaire est le 03/03/2020	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	Le représentant de l'autorité contractante a signé le 05/03/2020	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	La date d'approbation du marché est le 10/03/2020	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de la notification du contrat est le 10/03/2020	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 10/03/2020	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis de l'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 113 302 461 BIF TVAC. Le montant prévisionnels est de 490 633 544 pour l'ensemble des réhabilitations des immeubles.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de 10% a été fixée	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)	Aucune autre forme de garantie n'a été signalée.	
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le lieu de livraison est à l'INSS, Le délai de livraison est de 9 mois calendaires à partir de la notification définitive du marché.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception a été établi le 29/3/2020.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le délai d'exécution était de 9 mois. Une prolongation de délais de 9 semaines a été accordée.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Paiement sur facture visée par le chef de service Gestion de immeubles.	
37	298, 299	Signature d'avenant	Accord de 41 jours comme délai de récupération du temps perdu. Un avenant de 9 semaines a été accordée. Equivalents à 22 240 200 BIF TVAC, soit 19,6% du montant du marché.	

B.3.MARCHE N0DNCMP/267/F/2019-2020

AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DAO N° DNCMP/267/F/2019-2020

BAILLEUR : INSS

TITULAIRE : MAGASIN MANIRAKIZA ; OBJET DU MARCHE : FOURNITURE ET INSTALLATION DE 18 ORDINATEURS DE BUREAUX, 6 ORDINATEURS PORTABLES, 10 IMPRIMANTES LASER DE BUREAU, ET 4 SCANNERS DE BUREAU ; MONTANT DU MARCHE : 71 050 137 BIF TVAC ; MODE DE PASSATION : OUVERT

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Aucun document n'atteste que le PPPM a été validé par la DNCMP. Rien ne prouve que le PPPM a été publié.	
3	44 &45	Vérifier l'avis Général de passation des marchés. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document ne montre qu'il y a eu une publication de l'avis général de passation des marchés.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	Le DAO n'a pas été remis, la non objection sur le projet du DAO également n'a pas été remise.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 13/4/2020 ; Aucun document ne montre que l'avis d'appel d'offres a été publié au site web des marchés public.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai de publication et de réception des offres est de 24 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres,	4 Candidats Les sociétés :	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
		Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	1. MFI ; 2. INFOCOM 1. J&P GENERAL COMPANY ; 2. MAGASIN MANIRAKIZA La liste des présences à l'ouverture : 1. KABASSELE Elias de MFI ; 2. SABUSHIMIKE Egide de INFOCOM ; 3. NKURUNZIZA Justin du MAGASIN MANIRAKIZA ; 4. GWAMAHEKE Denis de l'INSS ; 5. MUSHINGANTAHE Guillaume de 6. L'INSS ; 7. MUKEYA Nestor de l'INSS. La sous-commission d'ouverture est constituée de : 4 membres. Le procès-verbal d'ouverture a été établi le 05/05/2020.	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse doit être de 5 personnes. Dans ce marché la sous-commission est constituée de 3membres.	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le procès-verbal d'analyse des offres a été établi 25/05/2020	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accordé à l'analyse des offres est de 2 jours.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 26/5/2020. Le marché a été provisoirement attribué à MAGASIN MANIRAKIZA. Le PV d'attribution provisoire a été envoyé à la DNCMP le 28/5/2020	
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	Absence de demande de non objection ; L'ANO à l'attribution provisoire a été émise par la DNCMP le 10/6/2020.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le PV d'attribution provisoire a été validé par la non objection de la DNCMP n°540.5/1422/CSF/2020, du 10/06/2020.	
17	206	Date et support de notification provisoires	La notification d'attribution provisoire a été expédiée le 18/06/2020 par la correspondance n°DG/2676/E.M./a.b/2020.	
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207;206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Aucun document informant les soumissionnaires non retenus ne nous a été remis.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Il n'y a pas eu de recours.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours, pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	Le numéro du contrat n'a pas été mentionné.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			Un visa de contrôle de la lettre de commande n°540.5/65/CSO/2020 a été établi par la DNCMP le 13/07/2020.	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	MAGASIN MANIRAKIZA	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	Le document prouvant l'existence de la signature de l'attributaire ne nous est pas remis.	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	Le visa de contrôle de la lettre de commande parle de la lettre de marché mais cette dernière ne figure pas dans le dossier.	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	La date d'approbation ne nous est pas indiquée compte tenu de l'absence du contrat et de la lettre de commande.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La lettre de notification définitive du marché date du 29/10/2020. Mais ni le contrat, ni la lettre de marché ne se trouvent dans le dossier.	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur n'est pas indiquée. Le dossier est incomplet.	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis d'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 71 050 137 BIF TVAC. Le montant prévisionnel est de 62 780 000 BIF pour 14 ordinateurs de bureau, 5 ordinateurs portables, 5 imprimantes laser de bureau, 15 onduleurs de 700 VA et 2 scanners de bureau.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			Le montant du marché dépasse le montant prévisionnel.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	Les documents attestant l'existence de la garantie de bonne exécution ne figurent pas dans le dossier.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)	Aucune autre forme de garantie n'a été signalée.	
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai de 45 jours figure dans le visa de contrôle. Le lieu d'exécution n'est pas indiqué.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception n'est pas remis.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le délai n'a pas été respecté. Aucun document ne montre qu'il y a eu des pénalités.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Les modalités de règlement ne sont pas déterminées compte tenu de l'absence du contrat et de la lettre de commande.	
37	298, 299	Signature d'avénant	Une autorisation pour la prolongation de délai de 30 jours a été demandée par l'autorité contractante à la DNCMP le 26/02/2020. Une non objection à cette prolongation a été accordée le 04/03/2020.	

B.4.MARCHE N0DNCMP/56/2019-2020

AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DAO N° DNCMP/56/S/2019-2020

BAILLEUR : INSS

TITULAIRE : ONATEL ; OBJET DU MARCHE : FOURNITURE DE CONNEXION PERMANENTE ENTRE L'INSS SIEGE ET SES AGENCES ET BUREAUX DISTANTS ; MONTANT DU MARCHE :24 480 000 BIF TVAC ; MODE DE PASSATION :

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Aucun document dans le dossier attestant que le PPPM a été validé par la DNCMP, ou qu'il a été publié n' a été remis.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
3	44 &45	Vérifier l'avis Général de passation des marchés. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document ne montre qu'il y a eu une publication de l'avis général de passation des marchés.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	Le DAO n'est pas remis. La non objection au DAO n'est pas remis.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 06/03/2019 au site web des marchés publics.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Aucun document n'indique le délai de publication de l'appel et de réception des offres.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	2 candidats Liste des présences à l'ouverture : 1. MBONIGABA VENANTIE : INSS ; 2. BINDABA Canisius : VIETEL BURUNDI ; 3. SIMBAGOYE Alain Guillaume : ONATEL ; 4. NDUWAMUNGU Godefroid : INSS ; 5. NTAHOMVUKIYE Liboire : INSS, Services généraux.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			La sous-commission d'ouverture est constituée de 3 membres. Le procès-verbal d'ouverture a été établi le 02/04/2019.	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse doit être de 5 personnes. Dans ce marché, la sous-commission est constituée de 4 membres.	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le procès-verbal d'analyse a été établi le 16/04/2019.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accorde à l'analyse des offres est d'1 jour	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 16/5/2019.	
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La demande de l'ANO au PV d'analyse a été adressée à la DNCMP le 24/04/2019. La demande de la non objection à l'attribution provisoire a été adressée à la DNCMP le 21/05/2019 ; L'ANO a été émise par la DNCMP le 7/6/2019.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été validée par la non objection de la DNCMP du 7/6/2019. Aucun document ne montre que l'attribution provisoire ait été publiée dans un journal ou au site web des marchés publics.	
17	206	Date et support de notification provisoires	L'attribution provisoire a été notifiée par la correspondance N°DG/2768/A. B/2019.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207 ;206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Le soumissionnaire non retenu a été informé par la correspondance Réf : DG/2769/A. B/2019 du 10 juin2019.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Pas de recours	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	Le numéro du contrat n'a pas été indiqué. Une demande de visa de contrôle de la lettre de commande ref : DG/2930/AB/2019 a été adressée à la DNCMP le 18/06/2019. Mais la lettre de commande n'a pas été remise. Le visa de contrôle n°540.5/1955/CSO/2019 a été adressé a l'INSS par la DNCMP le 24/06/2019.	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	ONATEL	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	Aucun document attestant que l'attributaire a signé la lettre de marché n'est remis.	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	Aucun document n'atteste que l'autorité contractante a signé la lettre de marché.	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	La lettre de marché n'est pas jointe au visa de contrôle, donc rien ne prouve que l'autorité compétente ait approuvé le marché.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de notification n'a pas été indiquée.	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur n'est pas indiquée.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis de l'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 24 480 000 BIF TVAC. Le montant prévisionnel est de 5. 001.180 180BIF, ce montant renferme les couts d'un certain nombre de prévisions des services informatiques, ce marché en fait partie.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de bonne exécution n'est indiquée par aucun document.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)	Aucune autre forme de garantie n'a été signalée.	
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai de livraison est de 12 mois. Le lieu de livraison n'est pas indiqué.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception ne nous a pas été remis.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le procès-verbal de réception ne nous a pas été remis.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Les modalités de règlement n'ont pas été indiquées. Compte tenu de l'absence du contrat et de la lettre de marché.	
37	298, 299	Signature d'avenant	Une prolongation des délais de 2 mois a été demandée le 24 juin 2020.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			La non objection à la prolongation des délais et à l'avenant a été accordée par la DNCMP le 30/07/2020.	

IX. OBSERVATIONS DE L'AUDITEUR SUR LES CONSTATS DEGAGES

L'Auditeur a constaté que d'une façon générale, les dossiers de marchés transmis sont incomplets et mal classés. Certaines dispositions du Code des Marchés Publics et ceux de ses textes d'application n'ont pas été respectées.

Au regard de l'insuffisance des documents contenus dans les dossiers de marché analysés et transmis au Consultant, ces derniers ne garantissent ni l'efficacité, ni l'efficience, ni l'économie, ni l'équité, ni la transparence des procédures de passation des marchés.

Ci-après les principales insuffisances relevées :

- Absence de publication du Plan de passation de marchés dans un journal officiel ;
- Absence du DAO ;
- Absence d'avis de non objection de la DCMP sur le projet de DAO ;
- Absence de publication des résultats de l'Appel d'offres ;
- Absence de publication de l'avis d'attribution définitive ;
- Absence de signature sur certaines lettres de marché par l'Autorité Contractante, de l'attributaire et de l'Autorité compétente.

X. OBSERVATIONS DE L'AUDITE

L'Autorité Contractante n'a pas donné ses observations.

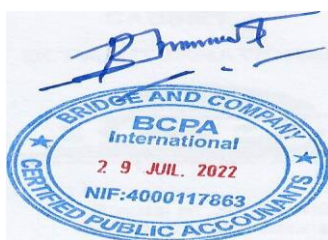
XI. RECOMMANDATIONS DE L'AUDITEUR

L'auditeur maintien les recommandations du rapport provisoire à l'Autorité contractante qui sont les suivantes :

- Bien conserver tous les documents du marché du plan prévisionnel de passation de marché à la réception définitive ;
- Respecter toutes les dispositions du Code des Marchés Publics, ainsi que ses textes d'application et ne plus omettre ;
- De procéder à la publication de l'avis général de passation des marchés au début de chaque exercice ;
- De procéder à la révision du Plan de Passation des Marchés en cas où il y aurait nécessité de passation d'un marché non prévu dans le PPM.

XII. CONCLUSION

L'Auditeur estime que pour les exercices audites, la mise en application des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics et ses textes d'application dans la passation des marchés est **suffisante**.



Fait à Bujumbura, le 29/07/2022
Ronald BASITA
LECOORDONNATEUR REGIONAL
BCPA INTERNATIONAL